

Pique-nique "revendicatif" devant la DGFIP de Bastia



"La DGFIP se suicide." Message délivré hier sur les murs de la direction des finances publiques de Bastia.

/PHOTO JONATHAN MARI

Depuis février, les agents des finances publiques de Haute-Corse se mobilisent pour défendre leur emploi et leurs missions. Des mois se sont écoulés sans réponse franche sur la restructuration envisagée. Pendant ce temps, l'inquiétude grandit.

Hier, à l'appel de l'intersyndical CGT-FO- Solidaires finances, le comité technique local a été boycotté et un "pique-nique revendicatif" a été organisé devant la direction des finances publiques à Bastia.

L'intersyndicale redoute que la nouvelle cartographie du réseau des impôts, qui attend pour l'heure le feu vert du ministère pour sortir du tiroir, soit imposée à la Corse. Sur le plan national, elle a été dévoilée en juin dans de nombreuses régions. "Ici, elle n'est pas connue mais les in-

quiétudes sont réelles", soulignent les syndicats. Et pour cause, ses grandes lignes dicteraient une transformation des services de proximité. Sur le plan local, cela se traduirait par la suppression de toutes les trésoreries, le regroupement des services des impôts aux particuliers.

Sur les trois actuels, Bastia, Corte et Calvi, seul un serait maintenu. Dernier point, le service d'impôt des entreprises présent à Bastia et Calvi qui, selon Mireille Maillard, Solidaires finances publiques, "impacterait la vie économique. C'est hors de question de les supprimer."

À la clef, des suppressions de postes ou des mutations forcées. Sur l'un des premiers cercueils exposés lors du rassemblement, la perte des effectifs est chiffrée: 16% en moins en six ans. Sur

l'autre tenu par un agent peut se lire la longue série des fermetures de services programmées depuis 2008.

Compte tenu du contexte social, ils demandent "un moratoire sur la suppression d'emplois" et attendent de l'Exécutif de Corse une réflexion sur "la création d'un service à compétence nationale, comme un centre d'appel, pour compenser les suppressions et travailler de manière concertée sur la future carte, insiste Jean-Pierre Battestini pour la CGT. La présence des finances dans le rural est une nécessité pour la démocratie." Pour l'heure, ils se disent "demandeurs de réunions de travail mais n'ont jamais été invités". L'intersyndicale lance une invitation à échanger pour trouver une solution recevable.

JULIE QUILICI-ORLANDI